

AUDIENCE AVEC LE MINISTRE M. BERNARD CAZENEUVE DU 18 AVRIL 2013

LE MINISTRE CHANGE...

L'AUSTÉRITÉ DEMEURE !

Les fédérations des finances ont été reçues le 18 avril 2013 par Monsieur Bernard Cazeneuve, Ministre délégué chargé du Budget.

La fédération des finances CGT a replacé cette entrevue dans le contexte de crise systémique du capitalisme, a rappelé les conséquences dévastatrices de la signature du TSCG non renégocié par le Président François Hollande.

Les politiques d'austérité imposées par ce traité aux peuples induisent une spirale mortifère qui a pour conséquences une destruction de notre modèle social et une paupérisation continue des populations.

Ce constat est confirmé par l'avis du haut Conseil des Finances Publiques, par les économistes de l'OFCE, et le FMI, lui même, a abondé dans ce sens.

Mais rien n'y fait ! Monsieur Pierre Moscovici persiste et signe. Il a présenté le 17 avril 2013 en conseil des ministres «une stratégie pour le redressement» basée sur des perspectives de croissance irréalistes. Pour notre organisation, il s'agit là encore d'un véritable «tour de vis» supplémentaire supporté encore une fois par les citoyens et les salariés les plus modestes mais aussi par les agents de nos ministères.

La fédération des finances CGT dénonce depuis des années ces stratégies de réduction dogmatique de la dette et de la dépense publique et soutient un audit citoyen de la dette.

L'actualité récente démontre à travers l'affaire «Cahuzac» et l'enquête «d'offshoreleaks» qu'il y a urgence à mettre au pas les marchés financiers et à combattre la fraude et l'évasion fiscales.

Aujourd'hui force et de constater que le Président et son gouvernement poursuivent les politiques destructrices d'emploi dans les administrations de Bercy, cette «anormale continuité» prolonge les choix opérés par les gouvernements successifs sous la présidence de Messieurs Chirac et Sarkozy.

Il s'agit bien de choix uniquement comptables qui détruisent les emplois et les missions des ministères de Bercy, dégradent les conditions de travail, réduisent les budgets alloués à l'action sociale et aux politiques de santé au travail.

Pour dépasser ce constat la CGT a rappelé qu'elle attendait de M François Hollande et de son gouvernement une véritable stratégie de rupture avec les objectifs poursuivis par les politiques d'austérité.

Pour les personnels, il y a urgence à :

- Arrêter les suppressions d'emploi
- Effectuer une évaluation et un bilan contradictoire des réformes déjà mises en œuvre à Bercy
- Donner les moyens aux services d'assumer l'intégralité de leurs missions
- Renforcer leurs droits statutaires et leurs garanties collectives
- Consolider et abonder les budgets d'action sociale et santé au travail

Pour sortir de cette stratégie suicidaire de réduction, de la dépense et de l'investissement publics, il faut rapidement :

- Réorienter l'action de la banque centrale européenne et des banques centrales nationales
- Mettre un terme à l'affaiblissement de la capacité d'intervention de la puissance publique dans les territoires
- Réformer profondément la fiscalité
- Créer un pôle financier public avec des moyens à la hauteur des enjeux, projet qui va bien plus loin que l'actuelle BPI

/...

AUDIENCE AVEC LE MINISTRE M. BERNARD CAZENEUVE

DU 18 AVRIL 2013

En réponse aux propos et aux propositions de la CGT, Monsieur Bernard Cazeneuve a réaffirmé toute sa confiance dans la probité, le professionnalisme, la compétence des agents de Bercy.

Mais il a, dans le même temps et sans rire, assumé les politiques d'austérité engagées par le gouvernement, précisant qu'il n'y avait pas d'autres choix, pour «emprunter sur les marchés» à des taux supportables par la collectivité, que de continuer à couper dans les dépenses publiques... Que certes le Traité TSCG n'avait pas été renégocié mais que le Président avait obtenu «le pacte de croissance»...!

Sur la fraude fiscale, «50 postes» supplémentaires seraient créés dans les services spécialisés, de nouveaux dispositifs législatifs seraient mis en place, les dispositions législatives et réglementaires existantes aujourd'hui seraient par ailleurs renforcées...

Que pour le reste, suppression d'emplois, reconnaissance des qualifications, volume des promotions, budget de l'action sociale... les réflexions sur le PLF 2014 seront menées dans le cadre des contraintes budgétaires...!

Dans le contexte des puissantes mobilisations des agents de la DGCCRF, le ministre a déclaré être conscient de la nécessité d'apporter de réelles réponses à leurs revendications. Il a souligné l'importance des propositions qui seront formulées dans le rapport de la mission interministérielle sur l'évolution de la réforme de l'administration territoriale de l'Etat. De nouvelles décisions pourraient aussi être prises dans le cadre de l'élaboration du projet de loi de Finances 2014 au sujet des moyens devant être dévolus à la DGCCRF.

Pour la Fédération des Finances CGT, il n'y a d'autres choix que de se mobiliser. Ensemble construisons notre avenir, faisons converger nos luttes et participons massivement avec l'ensemble des salariés, des retraités, des privés d'emplois aux manifestations organisées partout sur le territoire le 1er mai.

Montreuil, le 19 Avril 2013